Charente Maritime

PÉTITION
POUR LA SAUVEGARDE DES SERVICES PUBLICS ET LE LIBRE CHOIX D'ACCÈS A CES SERVICES

Le gouvernement a décidé de s'attaquer frontalement à la fonction publique, à ses missions et à ses agents, refusant d'envisager les services publics autrement que sous l'angle de leurs coûts, **sans jamais prendre en compte ce qu'ils apportent à la population, notamment la plus fragile.**

Au niveau national, cela se traduit par 40 000 emplois supprimés depuis 2002 à la DGFIP ! Missions dégradées et présence territoriale amoindrie ; telles sont les conséquences des choix consécutifs des baisses drastiques des moyens de la DGFiP. Pour absorber ce mouvement de baisse des moyens, l'ensemble des missions est marqué depuis des années par **des réorganisations incessantes et une dématérialisation à marche forcée** tant pour les agents que pour les usagers, en témoigne l'obligation de télédéclarer les revenus qui s'instaure désormais depuis quelques années, de télé-payer ou la suppression du paiement en espèces.

Les usager-es, contribuables soutiennent les personnels de la direction générale des Finances publiques en lutte et exigent avec eux les moyens nécessaires et indispensables pour une action publique de haut niveau et refusent le prisme dogmatique de la réduction des coûts sans prendre en considération leur nécessité et le service rendu auprès de la population.

Ils exigent notamment :

- le maintien des services publics de proximité,

- le maintien d'un accueil physique de qualité,

- le maintien de personnels en position statutaire, seule garantie de neutralité, continuité,
indépendance, responsabilité, égalité sur l'ensemble sur territoire,

- la liberté de se renseigner, déclarer, réclamer ou payer sans être obligé de passer par internet

- la gratuité des services publics

NOM	PRENOM	COMMUNE	SIGNATURE